

## Elections au Burundi : Eglise et opposition dénoncent des irrégularités

@rib News, 08/12/2014 â€“ Source AFP Le parti Uprona, aile non reconnue par le pouvoir de Bujumbura, s'est dit lundi "renforcé" par la prise de position des évêques catholiques du pays qui ont dénoncé la veille des irrégularités dans le processus électoral. L'influente conférence des évêques catholiques du Burundi a à son tour dénoncé dimanche "beaucoup d'irrégularités" dans l'enregistrement des électeurs en vue des élections générales de 2015.

"L'étape où nous sommes arrivés dans le processus électoral est entachée de beaucoup d'irrégularités", a affirmé le président de la Conférence des évêques catholiques du Burundi, Mgr Gervais Banshimiyubusa, lors d'une messe dans la cathédrale Regina Mundi de Bujumbura retransmise à la radio dans tout le pays. L'Eglise catholique, reconnue comme la force morale d'un pays catholique à 60%, a constaté, via sa commission Justice et Paix, la distribution de "fausses cartes d'identité", ou qu'il est possible de "se faire inscrire à plusieurs bureaux, (...) avec son passeport, puis son permis", a rappelé l'évêque. Cette prise de position rejoint celle de l'opposition politique et de la société civile qui ne cessent de dénoncer les fraudes massives depuis le début de l'enrôlement des électeurs. "Des responsables du parti au pouvoir se promettent avec des sacs remplis de cartes nationales d'identité qu'ils distribuent exclusivement aux membres du CNDD-FDD (le parti présidentiel, le Conseil national pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie)", a accusé lundi le variste Ngayimpinda, le vice-président de l'Union pour le Progrès national (Uprona, le principal parti tutsi) non reconnue par le ministre de l'Intérieur, au micro de Radio France Internationale (RFI). "Des cartes d'identité sont ainsi distribuées en masse aux militants du CNDD-FDD, aux jeunes qui n'auront pas l'âge de voter en mars lors des élections, voire aux étrangers. Au même moment, tout est mis en œuvre pour empêcher les non-militants du parti au pouvoir d'obtenir ces cartes pour pouvoir s'enrôler", a-t-il ajouté. En conséquence, "le pays se retrouvera avec un fichier électoral qui ne comprend quasiment que les noms des membres et militants du CNDD-FDD inscrits deux ou trois fois", a expliqué M. Ngayimpinda en répondant à l'appel de son parti en vue d'un dialogue avec le pouvoir avant de poursuivre le processus électoral. L'enregistrement des électeurs pour le scrutin législatif prévu en juin est depuis le début - fin novembre - dénoncé par la société civile et l'opposition, qui pointent aussi des irrégularités et fraudes. Le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a lui-même reconnu "pas mal d'irrégularités". Mais la Ceni explique n'avoir que des "pouvoirs limités" pour résoudre tous les problèmes. Malgré ces critiques, la Commission a décidé vendredi de prolonger l'enregistrement de cinq jours, au lieu de le suspendre comme l'opposition le demande. Selon la Ceni, seuls 2,5 millions d'électeurs avaient été enregistrés jeudi soir, à trois jours de la clôture initialement prévue. L'Institut des statistiques du Burundi estime le nombre d'électeurs à 4,8 millions.